

AUSTRALIE

La politique de placement en détention des immigrés illégaux appliquée depuis dix ans est un échec

Index AI : ASA 12/001/02

« *Les tensions qui règnent dans les centres de détention pour immigrés augmentent le risque d'accidents mortels et montrent que la politique de détention statutaire appliquée depuis dix ans en Australie est un échec et doit être réexaminée de toute urgence* », a déclaré Amnesty International lundi 28 janvier 2002.

« *Les questions relatives à l'équilibre mental des détenus sont des plus préoccupantes : grèves de la faim, blessures auto-infligées et tentatives de suicide chez les détenus témoignent de toute évidence d'un désespoir extrême. Ce désespoir est provoqué par les effets combinés d'une incarcération prolongée, de l'isolement social, de l'incertitude sur l'avenir ; de nombreuses personnes craignent en outre pour leur vie en cas de retour forcé dans leur pays d'origine.* »

Aucun autre pays n'incarcère des centaines d'enfants et des milliers d'hommes et de femmes parce qu'ils n'ont pas de visa, en application d'une politique nationale qui prévoit leur incarcération systématique pour une durée indéterminée, sans avoir été inculpés ni présentés à une autorité judiciaire. Contrairement à ce qu'avait prévu le gouvernement, ces placements systématiques en détention n'ont pas eu d'effet dissuasif auprès des personnes cherchant à entrer dans le pays sans autorisation, dont il s'avère par la suite que la plupart sont des réfugiés. Le gouvernement affirme que les réfugiés munis des papiers réglementaires sont les bienvenus, mais les personnes fuyant les persécutions ne sont souvent pas en mesure de déposer une demande de visa dans une ambassade éloignée ni d'attendre ensuite pendant des mois ou des années que leur demande soit acceptée.

« *L'incarcération de milliers de demandeurs d'asile n'a pas empêché de nouvelles personnes d'essayer d'entrer en Australie* », a souligné l'organisation, avant de demander : « *Les Australiens sont-ils prêts à payer n'importe quel prix, humain et financier, pour maintenir une politique de détention qui, depuis dix ans qu'elle est appliquée, n'a en rien découragé les actes désespérés que sont prêtes à commettre les personnes à la recherche d'un refuge ?* »

L'accent mis sur les conditions matérielles dans les centres de détention a détourné l'attention qui aurait dû être portée à l'élément clé à l'origine des troubles : l'équilibre mental des détenus. Des professionnels de la santé et des observateurs éclairés ont à maintes reprises exprimé leur inquiétude à ce sujet et sur les normes à respecter en matière de soins médicaux en détention.

Amnesty International a appelé le gouvernement australien à éliminer certaines des sources d'anxiété à l'origine des actes désespérés de plusieurs détenus. À tout le moins, les familles avec enfants et les personnes dont il s'avère déjà qu'elles remplissent les conditions pour être considérées comme des réfugiées devraient être libérées en attendant que leurs visas soient approuvés. Le placement en détention devrait être l'exception et non la règle ; il devrait être décidé au cas par cas.

Enfin, le Parlement devrait examiner à nouveau les facteurs à l'origine des actes désespérés commis en détention et multiplier les efforts pour résoudre les problèmes, les atteintes aux droits humains notamment, qui provoquent l'afflux de réfugiés dans différentes parties du monde.

Amnesty International n'est pas favorable aux actes de violence dirigés contre les autres ou contre soi-même, qu'ils soient le fait de demandeurs d'asile ou d'autres personnes s'opposant au sort qui leur est réservé. Elle ne croit pas non plus que le gouvernement australien puisse échapper à sa part de responsabilité en ce

qui concerne les circonstances qui conduisent les détenus au désespoir.

Les combats et l'instabilité qui perdurent en Afghanistan, dont sont originaires de nombreuses personnes détenues en Australie, rendent improbable un retour des demandeurs d'asile afghans dans leur pays dans un avenir proche. La situation que connaît l'Australie, qui a opté pour une politique de détention systématique et massive, montre de nouveau à quel point une coopération internationale accrue est nécessaire pour réduire l'afflux de réfugiés et offrir des conditions de vie et des solutions plus humaines à ceux qui ne peuvent pas rentrer dans leur pays en toute sécurité ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web :
<http://www.amnesty.org>